

Questions orales

L'hon. John Roberts (ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie et ministre de l'Environnement): Comme le député le sait, il s'agit d'une question qui relève en principe du gouvernement ontarien mais étant donné sa préoccupation manifeste, je demanderai à mes fonctionnaires d'examiner la question.

* * *

LA CONVERSION AU SYSTÈME MÉTRIQUE**LA NOTE DE SERVICE CONCERNANT LA REPRISE DU PROGRAMME**

M. Bill Domm (Peterborough): Je voulais poser ma question au ministre de la Consommation et des Corporations ou, en son absence, au ministre de l'Industrie et du Commerce. Mais puisqu'ils sont tous les deux absents, je vais la poser au premier ministre. Elle porte sur une note de service qui a été livrée à mon bureau ce matin et qui dit, en une ligne, que les députés doivent s'attendre qu'on annonce, sans tambour ni trompette, par un communiqué de presse ou autrement, la reprise du programme de conversion forcée au système métrique dans tout le pays à compter du 1^{er} janvier 1982. Cette annonce doit être faite à la fin de décembre ou au début de janvier, à un moment où le public et la presse sont encore sous le charme de la période des Fêtes et ne se soucient pas tellement de ce genre de chose.

Des voix: Oh, oh!

M. Domm: Le premier ministre peut-il nous dire si la décision de forcer la reprise de la conversion au système métrique dans le secteur de la vente au détail des produits alimentaires à compter du 1^{er} janvier a été prise par le Conseil privé, par le cabinet ou par l'un ou l'autre de ses ministres?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Le député pourrait-il me dire qui a signé cette note de service, madame le Président?

Une voix: Pierre Trudeau.

M. Domm: Le ministre de la Consommation et des Corporations a dit à la Chambre qu'on songeait à reprendre le programme de conversion au système métrique le 1^{er} janvier 1982. Étant donné la confirmation du ministre et puisque nous avons reçu cette note de service, le premier ministre pourrait-il aussi confirmer à la Chambre que le gouvernement a l'intention de remettre en vigueur d'un océan à l'autre la conversion au système métrique dans le secteur de la vente au détail des produits alimentaires à compter du 1^{er} janvier 1982?

M. Trudeau: Madame le Président, il y a ici un ministre qui pourrait répondre à la question de façon détaillée, mais le député a dit dans son préambule qu'il avait reçu une note de service d'une ligne, si j'ai bien compris. Pourrait-il nous dire qui a signé cette note de manière que nous sachions à qui nous avons affaire?

Une voix: Répondez à la question.

M. Domm: Madame le Président, ceci n'est pas ma question supplémentaire, mais je précise au premier ministre que c'est son propre ministère qui a affirmé à la Chambre que le programme de métrification allait se poursuivre.

Des voix: Question.

M. Trudeau: Qui a signé cette note de service?

Une voix: Qui pose les questions ici?

M. Domm: Voici donc la question supplémentaire que je voudrais poser au premier ministre...

Une voix: Ce sont des racontars, voilà tout.

M. Domm: Ce n'est pas vrai.

Une voix: Ces gens-là ne signent pas de note de service.

M. Domm: D'après un communiqué... ma question porte sur un communiqué que l'American Press a publié aujourd'hui. Cette dernière a fait savoir aux Américains que les États-Unis et que le Congrès n'avaient pas l'intention d'imposer, avant dix à quinze ans, le système métrique dans le secteur de l'alimentation de détail. Le premier ministre voudrait-il dire à la Chambre qu'en ce qui concerne la conversion au système métrique, nous devrions agir en harmonie avec nos partenaires commerciaux américains et cesser de faire bande à part. Son cabinet a confirmé que nous pourrions adopter définitivement le système métrique le 1^{er} janvier 1982. Voici ma question supplémentaire: le premier ministre pourrait-il nous dire si une décision définitive a été prise, ou si nous sommes engagés sur un chemin qui ne mène nulle part? Le Canada entend-il s'engager résolument dans cette voie, que les États-Unis décident ou non de lui emboîter le pas?

Des voix: Posez votre question!

Mme le Président: A l'ordre, je vous prie.

M. Trudeau: Madame le Président, les députés de l'opposition suscitent des difficultés aux ministériels lorsqu'ils ne se conforment pas au Règlement et qu'avant de poser leurs questions, ils énoncent toutes sortes de bobards et lancent toutes sortes de fausses rumeurs. J'aimerais que le député s'exprime clairement et qu'il nous communique un exemplaire de cette note de service, afin que nous puissions savoir de qui il s'agit.

Une voix: Dites nous quelle est la politique.

* * *

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE**LOCKEPORT (N.-É.)—LA RECONSTRUCTION D'UNE USINE DE TRANSFORMATION DU POISSON**

M. Ted Miller (Nanaimo-Alberni): Madame le Président, en l'absence du ministre de l'Expansion économique régionale, j'adresserai ma question au ministre des Finances qui vient de la Nouvelle-Écosse. Le 23 juillet dernier, un incendie ravageait à Lockeport, en Nouvelle-Écosse, l'usine de transformation du poisson de l'entreprise National Sea Products qui était le principal employeur, avec quelque 300 employés, de cette petite localité de 1,030 habitants. Le ministre pourrait-il dire à la Chambre et aux habitants de ce village qui dépendent de cette entreprise où en sont maintenant les négociations entre le ministère de l'Expansion économique régionale et la compagnie National Sea Products en vue de la reconstruction de l'usine de transformation du poisson, et nous dira-t-il si l'un des obstacles à cette reconstruction ne réside pas dans la politique de hausse des taux d'intérêt qui est celle du gouvernement actuel?